



E P A N I

Jaarlijks Verslag - Rapport Annuel - Annual Report

2016



LE MOT DU PRESIDENT



Le CEPANI est heureux de pouvoir vous communiquer son rapport d'activités pour l'année 2016.

Comme vous le découvrirez au fil de ces pages,

l'année 2016 fut une année remplie de nombreuses manifestations scientifiques et d'évènements de haut niveau.

Outre ces événements et manifestations scientifiques, et toujours soucieux de veiller en permanence à une gestion efficace des dossiers d'arbitrage, le CEPANI a mis en place plusieurs outils: dans un premier temps, en adaptant les règles de conduite à l'intention des arbitres en les rendant plus strictes pour veiller à un déroulement plus rapide et plus efficace de la procédure.

Ensuite, en introduisant un système de stockage online dénommé BOX visant à simplifier la transmission des documents entre les parties, les arbitres et le CEPANI. BOX est une plateforme d'échange sécurisée, qui permet aux

parties à la procédure d'économiser du temps et de l'argent.

Enfin, *last but not least*, le secrétariat accorde une attention toute particulière au respect par le tribunal arbitral de la checklist sur les aspects formels de la sentence.

A l'aube du jubilé du CEPANI, qui sera célébré comme il se doit en 2019, nous sommes heureux d'être le témoin de l'intérêt toujours croissant pour l'arbitrage qui s'impose aujourd'hui plus que jamais comme une alternative à haute valeur ajoutée.

Fort de sa réputation de qualité et d'exigence, le CEPANI se positionne clairement comme un acteur important tant sur la scène nationale qu'internationale.

Il me reste à vous souhaiter une excellente lecture.

CEPANI is verheugd u het verslag van haar werkzaamheden voor het jaar 2016 te mogen overmaken. Zoals u zal kunnen vaststellen in de loop van huidig verslag was 2016 een jaar gevuld met vele hoogwaardige wetenschappelijke activiteiten en evenementen.

In aanvulling op deze wetenschappelijke activiteiten en evenementen, en de voortdurende waakzaamheden voor een efficiënt beheer van de arbitrage dossiers, heeft CEPANI gewerkt aan de ontwikkeling van verschillende instrumenten: in eerste instantie, middels de scherpstelling van de aanbevelingen voor de arbiters, wordt een vlot en efficiënt verloop van de procedure verzekerd.

Tevens werd het online opslagsysteem BOX geïntroduceerd welke de uitwisseling van documentatie tussen partijen, de arbiters en CEPANI heeft vereenvoudigd. BOX is een beveiligd uitwisselingsplatform, dat toelaat dat de betrokken partijen dankzij deze hulpbron bij de procedure op waardevolle elementen als tijd en geld kunnen besparen.

Ten slotte, en last but not least, besteedde het secretariaat bijzondere aandacht aan de naleving door het scheidsgerecht van de checklist betreffende de formele aspecten van de arbitrale uitspraak.

Aan de vooravond van de 50ste verjaardag van CEPANI, hetgeen deugdelijk gevierd zal worden in 2019, zijn wij verheugd vast te stellen dat er zich nog steeds een groeiende belangstelling voor arbitrage als hoogwaardig alternatief opdringt.

Met haar reputatie voor kwaliteit en hoge eisen, dringt CEPANI zich op als belangrijke speler op de scène van nationale en internationale arbitrage.

Rest mij enkel nog u een uitstekende lectuur toe te wensen.

Dirk De Meulemeester

QUI SOMMES NOUS?

Le recours à l'arbitrage est de plus en plus souvent privilégié pour résoudre les différends. Celui-ci offre en effet un certain nombre d'avantages non négligeables : il est rapide, confidentiel et financièrement intéressant.

Le CEPANI, qui est le Centre belge d'arbitrage et de médiation, aide ses clients à résoudre leurs différends commerciaux de manière sûre et efficace. Le CEPANI s'engage à offrir aux parties en conflit le cadre juridique et administratif adéquat, afin d'assurer le meilleur traitement du litige.

Fondé en 1969, le CEPANI est aujourd'hui le principal centre d'arbitrage en Belgique. Il a étendu ses activités à d'autres formes de règlement des litiges. Situé au cœur de Bruxelles, qui accueille plusieurs institutions européennes ainsi que de nombreuses sociétés et organisations internationales, le CEPANI offre ses services dans un contexte national et international.

UNE DOUBLE MISSION

- **Promouvoir activement l'arbitrage et les autres formes de règlement des litiges**

Le CEPANI désigne des arbitres, des médiateurs, des experts et des tiers indépendants. Il encadre le déroulement des procédures et offre des conseils pratiques ainsi qu'un soutien administratif. Outre l'arbitrage, le CEPANI gère également des procédures de médiation et de mini-trial et assure le suivi des conflits liés aux noms de domaine « .be ».

- **Promouvoir l'arbitrage, la médiation et les autres formes de règlement alternatif des litiges**

Le CEPANI organise régulièrement des conférences, des colloques, des séminaires ; il décerne un prix scientifique et publie des ouvrages sur le thème de l'arbitrage.

- **En matière de règlement alternatif des litiges, le CEPANI offre ses compétences uniques en Belgique**

L'ARBITRAGE, LE BON CHOIX POUR MON ENTREPRISE ?

LES AVANTAGES DE L'ARBITRAGE

Quels sont les litiges pouvant être résolus par l'arbitrage ?

- Affaires financières, commerciales ou industrielles
- Conflits entre associés commerciaux

- Questions liées à une construction ou à la (co-)propriété immobilière
- Gestion de patrimoine, testaments et successions
- Conflits impliquant la responsabilité professionnelle
- Affaires bancaires et liées au droit des sociétés

En tant que mode alternatif de règlement des litiges, qui trouve une assise légale dans le Code judiciaire, l'arbitrage offre les garanties et la sécurité juridique habituelles, avec en prime une plus grande flexibilité et une gestion efficace du temps. Les parties peuvent soumettre leur différend à un tribunal arbitral, composé d'une ou de trois personnes ou plus. Après avoir examiné la demande et les arguments des parties, celui-ci rendra ensuite une décision contraignante, la « sentence arbitrale ».

L'arbitrage ne peut se dérouler qu'avec le consentement de toutes les parties impliquées. Ce consentement peut faire l'objet d'une clause incluse dans tout contrat au moment de sa signature ou d'un accord spécifique conclu après la naissance du litige.

ARBITRAGE INSTITUTIONNEL ET ARBITRAGE AD HOC

Les parties qui souhaitent voir résoudre leur conflit par l'arbitrage peuvent opter pour l'arbitrage *ad hoc*, ou pour une procédure supervisée par un centre d'arbitrage tel que le CEPANI.

Dans l'hypothèse d'un arbitrage *ad hoc*, la procédure est intégralement gérée par les parties ou les arbitres. La survenance de difficultés peut en prolonger la durée. Les parties paient les frais et honoraires directement aux arbitres.

L'avantage de l'arbitrage institutionnel réside dans le fait que les parties peuvent se fonder sur le règlement du centre pour mener la procédure d'arbitrage. Il garantit une procédure équitable, sûre et rapide au terme de laquelle sera rendue une sentence arbitrale. Le règlement du CEPANI est concis et il offre un cadre contractuel souple aux parties. Il présente toutes les garanties d'impartialité voulues.

UN ARBITRAGE CEPANI

Le CEPANI offre aux parties souhaitant entamer une procédure de résolution de conflit tout le support nécessaire. Il fournit aux parties un règlement – la dernière version du règlement d'arbitrage est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2013 – offrant un cadre juridique clair et précis

pour la conduite de la procédure. Le CEPANI n'exerce pas lui-même les fonctions d'arbitre, de médiateur ou de tiers indépendant.

Le Centre garantit la compétence et l'impartialité des arbitres, médiateurs et tiers indépendants, qu'il désigne en tenant compte des spécificités de chaque affaire qui lui est confiée. Les honoraires des arbitres et les frais dus au centre sont déterminés conformément à un barème dont le montant est calculé sur la base du montant des demandes.

Le Secrétariat du CEPANI veille à l'application correcte du règlement du CEPANI par les arbitres. Ce faisant, le Centre peut assurer le déroulement rapide et efficace de chaque procédure.

En termes de logistique, le CEPANI met à la disposition des parties

- Des salles de réunion / « breakout rooms »
- Un service de restauration
- Un soutien IT
- Le Wi-Fi, un service de photocopie, d'impression, de fax ...

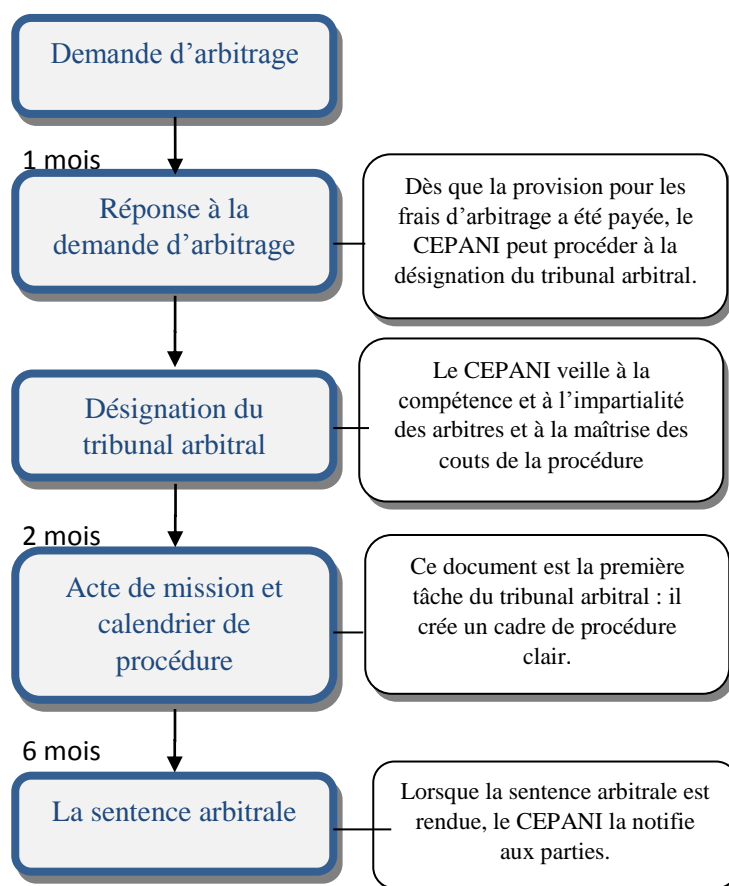
Le rôle du CEPANI est de créer un cadre légal et administratif sûr et de garantir une procédure confidentielle, impartiale et équitable.

Les parties peuvent insérer une clause d'arbitrage dans leur contrat ou convenir d'un

arbitrage après la naissance d'un conflit. Les parties qui souhaitent faire référence au règlement d'arbitrage du CEPANI sont invitées à insérer dans leurs contrats la clause type suivante:

"Tous différends découlant du présent contrat ou en relation avec celui-ci seront tranchés définitivement suivant le règlement d'arbitrage du CEPANI par un ou plusieurs arbitres nommés conformément à ce règlement."

Aperçu de la procédure



Dans le cas d'un litige d'importance pécuniaire limitée, le CEPANI propose une procédure simplifiée. Sont visés les conflits pour lesquels le montant de la demande principale et de l'éventuelle demande reconventionnelle ne dépassent pas 25.000 EUR. Si, au cours de la procédure, le montant total des demandes principale et reconventionnelle vient à excéder ce montant, cette procédure reste applicable, sauf si les parties en conviennent autrement.

Pour les litiges d'importance pécuniaire limitée, le CEPANI propose une procédure moins coûteuse et plus rapide :

- Frais d'enregistrement moins élevés (750 EUR)
- Procédure simplifiée / pas d'acte de mission
- Un arbitre unique
- Procédure menée, en principe, intégralement par écrit
- Délais plus courts

Les autres formes de règlement des litiges

Médiation

La médiation est une forme de règlement alternatif des litiges permettant aux parties impliquées de demander l'aide d'un tiers (le médiateur) pour les assister en vue de parvenir à un règlement amiable de leur litige d'ordre juridique.

Mini-trial

Le mini-trial est la formule de procédure appropriée pour tout entrepreneur souhaitant régler un conflit de manière rapide et efficace, afin que les parties concernées puissent retrouver des relations commerciales normales dans les plus brefs délais. Chaque partie désigne un représentant haut placé en qualité d'assesseur dans le comité de mini-trial. Cette personne doit pouvoir engager la partie qu'elle représente lorsqu'un accord est dégagé. Le président du comité est désigné par le CEPANI.

Expertise technique

Lorsque les parties impliquées dans une procédure CEPANI rencontrent des problèmes d'ordre technique, elles peuvent se fonder sur le règlement d'expertise du CEPANI. Une telle expertise peut contribuer à un règlement amiable du litige par les parties ou peut déjà leur fournir un certain nombre de données qui pourront être utilisées lors d'une procédure arbitrale ou judiciaire ultérieure, si ceci s'avère nécessaire. Sauf accord contraire des parties, les conclusions de l'expert s'imposent aux parties.

Adaptation des contrats

Avec le temps, les circonstances dans lesquelles un contrat à long terme est conclu peuvent évoluer. Dans ce cas, il peut être nécessaire de

revoir et d'adapter le contrat sur la base de la nouvelle situation.

Une procédure d'adaptation des contrats peut être organisée sous l'égide du CEPANI, qui désigne un tiers décideur indépendant pour formuler soit des recommandations, soit, si les parties en conviennent préalablement une décision obligatoire qui les liera.

HET ONDERZOEK NAAR EN DE PROMOTIE VAN ARBITRAGE – WETENSCHAPPELIJKE ACTIVITEITEN VAN CEPANI

Het jaar 2016 was een jaar vol hoogwaardige wetenschappelijke evenementen. Ingegeven door de missie te voldoen aan de dorst naar kennis van arbiters die reeds zeer ervaren zijn en tezelfdertijd arbitrage toegankelijk te willen maken voor jongere beoefenaars, heeft CEPANI in 2016 een gecombineerd programma uitgewerkt dat gespecialiseerde thema's aankaartte alsmede de meer universele.

CEPANI

ACTIVITEITENKALENDER

Hierna gaat een lijst houdende de verslagen van de evenementen aan dewelke CEPANI actief heeft deelgenomen en heeft georganiseerd doorheen het hele jaar:

- **Van 1 tot 5 februari 2016: de 64ste zitting van de werkgroep II UNCITRAL (arbitrage en bemiddeling) in New York.**

De vierenzestigste zitting van de werkgroep II (arbitrage en bemiddeling) vond plaats van 1 tot

5 februari 2016 te New York. CEPANI werd vertegenwoordigd door Marc Dal, Prof. Jean-François Tossens, Vanessa Foncke, Sigrid Van Rompaey en Dirk De Meulemeester. De Belgische waarnemerszetel werd ingenomen door Mr. Antoine Misonne (eerste secretaris van de permanente Belgische vertegenwoordiging), Mr. Jean-Christophe Boulot (adviseur bij het Belgisch Ministerie van Justitie), Prof. Olivier Caprasse, Prof. Benoît Kohl en Prof. Benoît Allemeersch.



- **On February 19, 2016: 'EU Law and Arbitration**

Organised by Club Espanol del Arbitraje (CEA) in collaboration with CEPANI, ICC and DIS, with the support of the VBO/FEB and the Brussels School of Competition.

More than 150 guests gathered at the offices of the Federation of Enterprises in Belgium for the Belgian Chapter of the CEA's inaugural conference. After welcome speeches delivered

by Emilio Paolo Villano, President of the Belgian Chapter of the Club Español del Arbitraje, José Maria Alonso, Honorary President of the Club Español del Arbitraje and Dirk De Meulemeester, President of CEPANI, the first keynote address was made by Stavros Brekoulakis.

In a passionate speech, Prof. Brekoulakis addressed some of the critiques and challenges that arbitration is currently facing, after what he described as "40 years of euphoria". The focus of Prof. Brekoulakis's speech was the relationship between the European Union and the arbitration community, especially in the areas of EU Competition Law and Investment Law.

The first Panel, chaired by Francesca Mazza, focused on EU Competition Law and commercial arbitration. The first panellist, Andrea Carlevaris, addressed the powers and duties of arbitrators in applying EU and national competition law. Mr Carlevaris stated that arbitral tribunals are perfect substitutes for courts in many instances, including for disputes related to EU Competition Law. The next panellist was Thomas Voisin, who addressed the potential consequences that the recent landmark judgement of European Court of Justice in the Hydrogen Peroxide v Azko Nobel case may have for the arbitration of

issues related to EU Competition Law. After an interesting round of questions and some debate, it was Damien Geradin's turn. He commented on the issue of the public policy exception and the risk of non-enforceability of arbitral awards for violation of antitrust provisions. The last intervention on this panel was delivered by Edurne Navarro Varona, who offered the audience practical insight regarding the role of the Commission and National Competition Authorities in international commercial arbitrations and the different ways in which both the European Commission and National Authorities can participate in arbitral proceedings.

The second panel, moderated by Juan Fernández-Armesto, focused on EU Law and Investment Arbitration. The panelists were Assimakis Komninos, Niuscha Bassiri, Tim Maxian Rusche and Carmen Martinez Lopez. Not only the topics, but also the composition of the panel, with Mr Maxian Rusche participating as member of the EU Commission's legal services, generated great expectation among the audience. The panel lived up to the expectations, and the result was an intense and constructive debate in which the views of the arbitration community and the Commission on topics such as intra-EU Bilateral Investment Treaties (BITs) and the Commission's proposals

to create international investment courts were put to the test.

The next topic discussed by the panelists was the future of the intra-EU BITs. Mr Maxian Rusche, after explaining the Commission's stance, argued that the intra-EU BITs are in violation of EU Law. On the other hand, Mr Assimakis, after defending EU Law as part of our legal patrimony rather than just international law, stated that on the basis of current EU Law one cannot say that intra-EU BITs are void. Mr Assimakis and Mr Maxian Rusche also had opposing views as to the applicability of the Energy Charter Treaty between two European Union members. The final highlight of the debate was Mr Maxian Rusche's explanation of the different circumstances in which the Commission intervenes in arbitral proceedings.

The conclusive remarks to this stimulating day were given by Mr Joachim Knoll, who gave an inspiring speech encouraging the audience to set aside the established antagonist positions that the arbitration community and the Commission have been taking toward each other, and to focus on improving collaboration.



- **Du 21 au 23 février 2016: Mission du CEPANI à Bursa en Turquie**

A l'instigation du consul général de Belgique à Istanbul, M. Henri Vantieghem, une délégation du Cepani s'est rendue à Bursa, près d'Istanbul, du dimanche 21 février au mardi 23 février. Le but de cette visite était de présenter à une centaine de représentants du monde économique et du monde juridique de Bursa, les avantages de Bruxelles comme place d'arbitrage, ainsi que ceux du règlement d'arbitrage du Cepani.

De delegatie bestond uit Didier Matray, vicevoorzitter van Cepani, stafhouder Dirk Van Gerven, vicevoorzitter van Cepani, stafhouder Alex Tallon en professor Philippe Lambrecht.



- **Op 15 maart 2016, heeft CEPANI een samenwerkingsovereenkomst met het BANI Arbitragecentrum ondertekend**

Op dinsdag 15 maart 2016 mocht CEPANI, in de aanwezigheid van HKH Prinses Astrid van België, Pieter De Crem, Jean-Claude Marcourt en Cécile Jodogne, een samenwerkingsovereenkomst ondertekenen met het BANI Arbitragecentrum (Indonesië). De samenwerkingsovereenkomst werd ondertekend op het einde van het Arbitrageseminarie dat op dezelfde dag plaatsvond. De samenwerkende instellingen hebben de gelegenheid gegrepen van de aanwezigheid van de voorzitter van CEPANI, Dirk De Meulemeester, bij de prinselijke missie te Indonesië van 12-19 maart 2016, om deze veelbelovende samenwerkingsovereenkomst te ondertekenen. Dirk De Meulemeester ondertekende de overeenkomst namens CEPANI en Mr. Umar Husseyn, de voorzitter van het BANI Arbitragecentrum, ondertekende de overeenkomst namens BANI.

Dirk De Meulemeester zei hetgeen volgt: “The Agreement will provide both Indonesia and Belgium a fair chance to open a wide range of possibilities for cooperation, active promotion, exchange of information and the development of new partnerships.”

De samenwerking is gebaseerd op wederzijdse nuttige uitwisselingen van informatie ter verzekering van de voortdurende promotie van alternatieve

geschillenbeslechtsmechanismen die bijdragen aan de gemeenschappelijke benaderingen voor de actieve promotie van arbitrage.

De tekst van de samenwerkingsovereenkomst is beschikbaar op de CEPANI website



- **Op 14 en 15 maart 2016: De Brusselse Pre-Moot**

Na het succes van de vorige edities, organiseerde het kantoor Strelia een nieuwe editie van de Pre-Moot waar teams gedurende twee dagen met elkaar de strijd aangaan en beoordeeld worden door panels van ervaren arbiters. Deze voorafgaande etappe aan de zeer beroemde Willem C. Vis International

Commercial Arbitration Moot te Wenen, biedt de mogelijkheid aan studenten om zich te wapenen tegen hetgeen komen zal alsmede gerenommeerde arbiters te ontmoeten op een meer informele wijze.

De Pre-Moot werd dit jaar gewonnen door de Universiteit van Sydney.

- **Op 9 juni 2016: Joint Colloquium CEPANI en het NAI omtrent: "Opening the Black Box of Conflicts of Interest"**

Op 9 juni 2016 vond het gezamenlijke colloquium van CEPANI en het NAI omtrent "Opening the Black Box of Conflicts of Interest" plaats. Deze historische samenwerking tussen de twee arbitrage instellingen heeft geleid tot een namiddag van reflectie over deze hoeksteen van de juridische professionele ethiek, en haar rol in een hechte gemeenschap van arbitragebeoefenaars. In de loop van het colloquium werd niet alleen "de zwarte doos van conflicten geopend", doch werd tevens nagegaan of er stinkende vissen inzaten en of dit in werkelijkheid neerkomt op Pandora's box. Tenslotte werd onderzocht of deze stinkende vissen zich al dan niet eerder in de institutionele keuken bevinden. Met dank aan de voorzitters Dirk De Meulemeester en Willem van Baren, van respectievelijk CEPANI en het NAI, voor het warme onthaal en deze vruchtbare samenwerking die ongetwijfeld voor de

toekomst de basis zal vormen van gelijkaardige gezamenlijke initiatieven. Alle deelnemers konden de gemeenschappelijke rode draad doorheen de potentiële belangenconflicten identificeren, en werden voorts geüpdatet over de implicaties van de recente wetswijzigingen in beide jurisdicties. Met een aantal case studies werd in de volgende presentatie van Prof. Filip de Ly de extreme feitelijke gevoeligheid van potentiële belangenconflicten benadrukt. Gelet op de aanzienlijke verschillen op het vlak van juridische culturen, toepasselijke rechtsregels en wetten, alsook institutionele benaderingen, werd benadrukt dat er heden lang geen geharmoniseerde internationale normen zijn. De laatste sessie bestond uit een panel gemodereerd door Mr. Luc Demeyere, met gedachte stimulerende presentaties van Prof. Bart Groen, Ms. Melanie Van Leeuwen, Prof. Olivier Caprassé en Ms. Vera Van Houtte. Elk van hen gaf ons vernieuwende perspectieven omtrent conflicten. Middels divergente beslissingen genomen door rechtbanken in soortgelijke gevallen, werd een blik achter de schermen geworpen naar hoe de instellingen de uitdagingen voor arbiters aanpakken en werden we uitgenodigd te overwegen hoe ver het beroep kan gaan in de richting van een grotere transparantie. We verlieten het colloquium gewapend met nieuwe ideeën over de huidige stand van belangenconflicten in ons beroep evenals haar toekomstige richting. De

waardevolle bijdragen aan dit colloquium zijn opgenomen in een sterk aanbevolen gezamenlijke publicatie, die ongetwijfeld als referentiepunt zal dienen voor het toekomstdenken en de praktijk in dit gebied.

- **Op 21 juni 2016 Algemene Vergadering van CEPANI vervolgd door een uitzetting van Professor Thomas Clay**

Op dinsdag 21 juni 2016 opende de Voorzitter, Dirk De Meulemeester, de vergadering met het activiteitenverslag. Hij benadrukte de talrijke interessante activiteiten die CEPANI en CEPANI40 in 2015 organiseerden. De Voorzitter verwees ook naar de verschillende commissies en werkgroepen van CEPANI. Hij kondigde de herziening aan van de ADRreglementen en loofde de inspanningen omtrent *effective case management*, waaronder de lopende testen met BOX met het oog op efficiëntere communicatie. De voorzitter bedankte iedereen die bijzondere inspanningen leverde om CEPANI uit te dragen. Naadloos stelde de heer Philippe Lambrecht hierop de rekeningen van 2015 en het budget 2016 voor. CEPANI is financieel zeer gezond. De Vergadering verleende kwijting aan de bestuurders en werd afgesloten met de statutaire benoemingen. De bestuursleden werden herbenoemd en de dames Saskia

Mermans en Sarah De Geyter, alsmede de heren Patrick Van Leynseele, Jean-François Tossens en Benoît Kohl werden opgenomen in de raad. Het wrakingcomité bestaat voortaan uit de mevrouw Huguette Geinger en de heren Guy Keutgen, Michel Flamée, Jacques Lévy-Morelle en Paul Martens. In het benoemingscomité werd mevrouw Katrien Dhondt vervangen door de heer Francis Walschot. De heer Olivier de Bonhomme werd benoemd als bedrijfsrevisor.

Le Professeur Thomas Clay (Université de Versailles) était l'invité en marge de l'assemblée générale. Il s'est adressé à un auditoire attentif sur la question, fort peu exploitée, du statut et du rôle du « coarbitre », autour de deux questions principales (qui est le coarbitre et que fait-il?) et de quatre questions transversales (qui nomme le coarbitre, que doit-il révéler, doit-il surveiller ses coarbitres, sa responsabilité pénale ou civile peut-elle être engagée en raison du comportement d'un des coarbitres?). Il n'y a de coarbitre que lorsque le tribunal arbitral est composé de plusieurs arbitres. À cet égard, bien qu'il y ait un président et deux coarbitres, chacun des arbitres a en réalité deux coarbitres, le président étant un coarbitre doté d'une qualité supplémentaire. L'existence d'un siège plural crée naturellement une « relation » entre les différents coarbitres, dont la nature juridique

est toutefois incertaine. Ainsi, le contrat d'arbitre crée-t-il, à côté de la convention d'arbitrage conclue entre parties litigantes, une relation contractuelle entre les coarbitres ? D'après le Professeur Clay, s'il faut admettre que les litigants sont réunis dans une seule partie contractante plurale, il n'en va pas de même des arbitres. Chaque coarbitre, bien que classiquement choisi à l'initiative de chaque partie séparément, est nommé conjointement par les parties litigantes, ces dernières disposant chacune d'un pouvoir discrétionnaire de refus. Il y a, dès lors, autant de contrats d'arbitre qu'il y a d'arbitres. D'ailleurs, en France, chaque arbitre – et non plus seulement « le tribunal arbitral » - a désormais la possibilité de saisir le juge d'appui. De même, chaque coarbitre devra révéler, outre les relations qu'il pourrait avoir avec les parties ou les conseils, les relations avec ses coarbitres. Le tribunal arbitral ne peut donc pas être vu comme un bloc monolithique. Transposée sur le plan de la responsabilité, cette analyse « individualisante » du coarbitre conduit à exclure toute relation contractuelle des coarbitres entre eux, sans exclure cependant qu'un coarbitre puisse mettre en cause la responsabilité aquilienne d'un de ses coarbitres, tant directement, que de façon récursoire. Le coarbitre assume ainsi, sans doute, une obligation de surveillance de ses coarbitres. Le non-respect de cette obligation pourrait

engager sa propre responsabilité dans l'hypothèse où il serait demeuré passif face à une fraude manifeste. Corrélativement, l'arbitre « innocent » pourrait se retourner contre ses coarbitres en raison, par exemple, d'un préjudice de réputation qu'il aurait subi du fait de la faute d'un (ou des) coarbitre(s). Enfin, s'ils sont coauteurs d'une faute, les arbitres pourront être tenus responsables in solidum vis-à-vis des tiers, sans préjudice des recours récursoires. La présentation du Professeur Clay s'est clôturée par les questions de l'assemblée et a été suivie d'un cocktail dînatoire.

- **Le 21 juin 2016: remise du Prix Scientifique 2015**

L'un des objectifs du CEPANI est de promouvoir activement la connaissance et la popularité de l'arbitrage afin d'encourager la pratique à la fois nationale et internationale. Avec cet objectif à l'esprit, le CEPANI organise un Prix scientifique tous les trois ans. Par ce concours, le CEPANI souhaite soutenir les jeunes talents en leur offrant la possibilité d'obtenir la reconnaissance de leurs pairs.

Le concours est ouvert à toute personne de moins de 40 ans au 1er Septembre de l'année où le prix est décerné. Le Prix Scientifique du CEPANI, s'élève à 5000 euros et est décerné à une contribution marquante en matière d'arbitrage national et international.

Pour l'édition 2015 du Prix, décerné lors de l'assemblée générale 2016, le Jury, composé de Françoise Lefèvre, Gaetan Verhoosel, Dr. iur. Jan Kleinheisterkamp, Prof. Jean-François Tossens, et du Prof. Hakim Boularbah, a déclaré Monsieur Vincenzo Speciale grand gagnant avec son travail intitulé « International Law of Indirect Expropriation: Which Test to Retain? An Attempt to Reconcile the Different Tests with Customary Law and New Emerging IIAs Practice ».

Mr Speciale's work conducts a thorough review of customary international law, treaty-making practice and existing arbitral decisions to advance the original thesis that arbitral tribunals should approach the question of indirect expropriation by drawing a distinction between targeted government measures and government measures of general application, and by applying different tests for each category. The paper argues that in the case of targeted measures, arbitral tribunals should apply an effects-based test of expropriation tempered by a narrow police powers exception, whereas in the case of measures of general application they should apply a strict proportionality test, characterized by limited deference. The paper is logically structured, well-reasoned and couched in clear and crisp language.

In reaching its decision, the Jury placed importance on the fact that the CEPANI Prize should not only reward the accomplishments of seasoned practitioners and academics, but also encourage and foster scholarship in international arbitration among those who are still to charter their professional course in this field.

La prochaine édition du Prix aura lieu en 2018.



- **On July 19 and August 26 : the CEPANI Intern Days**

During these Intern Days, CEPANI offers a limited number of places for interns who are invited to spend a whole day at the CEPANI offices, located in the heart of Brussels.

The intern positions are available for undergraduate law students, postgraduate law students, and newly qualified lawyers.

Interns will receive a full tour of the CEPANI offices, presentations on the CEPANI ADR Rules and on arbitration in Belgium by actual arbitrators and arbitration experts, a welcome pack and a lunch with some of CEPANI's high level members.

Here is the testimony of an intern who participated in one of these days: *"I undertook the CEPANI Open Day on 19 July 2016 as one of seven Interns. In the morning, we were welcomed to CEPANI by way of an introductory talk on arbitration and CEPANI from the President of CEPANI himself, Dirk De Meulemeester. There was much variance regarding the respective levels of experience in arbitration amongst the Interns, but this was no problem as Dirk enthusiastically welcomed all of our questions, whether technical or basic. After some light refreshments, the morning continued with a talk by Sophie Goldman and Maxime*

Berlingin on the Belgian Arbitration Act 2014. The Interns were treated to a pretty exquisite three course lunch in which we dined alongside Dirk, Maxim and Sophie, as well as the special guest Patrick Van Leynseele. The long lunch was really enjoyable as it was the perfect opportunity to ask questions more informally and get to know everyone a little better. I sat next to Patrick with whom I chatted about everything from my LLM thesis on the recovery of counsel costs in arbitration, to the worst traits in an arbitrator, to the coin-toss method of dispute resolution. By the time desert arrived, the whole table was engaged in one discussion about the merits or otherwise of Med-Arb. In the afternoon, the Interns were guided around the CEPANI offices, getting a glimpse of the day-to-day running of an international arbitration centre. This led to a discussion on Article 3 of the CEPANI Arbitration Rules, which states the information that must be sent to the secretariat if a party wishes to have recourse to arbitration under the CEPANI Rules. At the closure of the Intern Day, each Intern received a bag containing, amongst other things the CEPANI Arbitration Rules, a book of a collection of CEPANI arbitral awards, and a handbook on international commercial arbitration in Belgium. Before leaving, I exchanged contact details with two of the Interns, expanding my network friends based in Belgium with an interest in international commercial arbitration. All in all, it

was a very valuable experience and a great introduction to the workings of international commercial arbitration both in Belgium and more generally”.

- **12 tot en met 26 september 2016, UNCITRAL's 65^{ste} zitting in Wenen aangaande een uniform rechtsinstrument voor de afdwingbaarheid van commerciële akkoorden voortvloeiende uit bemiddeling (werkgroep II arbitrage en bemiddeling)**

De werkgroep II heeft zijn werkzaamheden voortgezet op het vlak van de voorbereiding van een instrument voor de afdwingbaarheid van internationale commerciële akkoorden (iCSAs) voortvloeiende uit bemiddeling. In de 65^{ste} zitting heeft de werkgroep II gedurende twee weken gewerkt aan de ontwikkeling van een instrument dat de afdwingbaarheid van bemiddelde akkoorden aanpakt. Hoewel geen consensus werd bereikt, bereikten de afgevaardigden wél een akkoord omtrent het gegeven dat een instrument noodzakelijk is; of het nu gaat om een modelwet of een conventie. De belangrijkste obstakels die in de weg staan van deze consensus hebben betrekking op tegenstrijdige nationale benaderingen tot de afdwingbaarheid van de iCSA en de status van mediatie/bemiddeling binnen de verschillende

jurisdicties en rechtsculturen. Er bestaat een duidelijke kloof tussen de Staten met flexibele rechtssystemen en deze die functioneren op basis van gedetailleerde statuten. Terwijl de laatsten de voorkeur geven aan een flexibele benadering van het probleem van de formele geldigheid en verweermiddelen, houden de eersten zich vast aan de nood aan duidelijke formele voorschriften (bv. de iCSA dient schriftelijk te worden opgesteld, moet ondertekend worden, enz.) en een strikte verdediging die zo ver gaat als het voorzien van de onafdwingbaarheid op basis van het neutraal gedrag van derden. Gelet op bovenvermelde verschillen, zal het een uitdaging zijn voor werkgroep II om een consensus te bereiken, niet alleen aangaande de vorm van het voorgesteld instrument, doch eveneens aangaande aspecten zoals de formele geldigheid en de verweermiddelen daar deze aspecten net de principes van het kerncontractenrecht van de Staten weerspiegelen. Deze verwickelingen dienen te worden opgevolgd gedurende de volgende werkgroep II-vergadering die in februari 2017 te New York zal plaatsvinden. CEPANI was op de 65^{ste} zitting van UNCITRAL's werkgroep II te Wenen vertegenwoordigd door Vanessa Foncke, Sigrid Van Rompaey, Maarten Draye, Dirk De Meulemeester, en Maryam Salehijam.

- **5 oktober 2016 : Nederlandse Arbitragedag**

Op 5 oktober 2016, opende het Hermitage Museum in Amsterdam opnieuw haar deuren voor de 4de editie van de Nederlandse Arbitragedag. Het onderwerp van het evenement was “Kwaliteitscontrole in arbitrage”. In het licht van dit onderwerp verwelkomde Gerard Meijer namens de Nederlandse Arbitragevereniging de gasten door zich af te vragen wat de belangrijkste factoren zijn die voor de kwaliteit van arbitrage kunnen zorgen. Hij stelde dat arbitrage even goed is als de spelers die het beoefenen, zijnde arbiters, instellingen, gebruikers, raadslieden of zelfs rechtbanken, waarna hij de fakkel doorgaf aan de overige panelleden die de standpunten van voormelde spelers zouden vertolken. Het eerste panel samengesteld uit Mr. Thabiso van den Bosch als moderator en Mr. David Blackmon, Ms. Susanne Gropp-Stadler, Mr. Adrian Howes en Ms. Jasmin Kaboni-Voit als sprekers, verleende zeer interessante inzichten aangaande wat de verwachtingen van gebruikers van arbitrageprocedures zijn, vooral met betrekking tot de efficiëntie van de procedure en de actieve rol die advocaten en arbiters zouden moeten spelen. Deze paneldiscussie werd gevolgd door de hoofdrede verleend door Mr. Phillipe Pinsolle. Tijdens deze rede stelde Mr. Pinsolle dat de kwaliteit van

arbitrage een verschillende connotatie heeft in commerciële, investerings- en sportarbitrage, en gaf hierbij verschillende concrete voorstellen voor de toekomst (voor elke van deze arbitragetypes) en gaf vervolgens het woord aan de vertegenwoordigers van de arbitrage instellingen voor hun inzichten. Mr. Andrea Carlevaris, Ms. Jacomijn van Haersolte-van Hof en CEPANI voorzitter Mr. Dirk de Meulemeester voerden de leiding van de discussie en bespraken vervolgens de rol van de arbitrale instellingen. De behandelde elementen omvatten de selectie/benoeming van arbiters, en of en in hoeverre de arbitrale instellingen de werkzaamheden van arbiters zouden dienen te controleren alsook de vragen betreffende de eindfase van een arbitrage. Het laatste panel van de dag, gemodereerd door Mr. John Fellas, behandelde de standpunten van advocaten en arbiters over de vraag of er ruimte is voor verbetering in arbitrage. De sprekers, Mr. Jason Fry, Mr. Albert Marsman, Mr. Robin Oldenstam en Mr. Serge Zwanen waren verwickeld in een zeer interessant en levendig debat waarbij verwezen werd naar de standpunten van alle andere sprekers van de conferentie. Mr. Wieger Wielinga vatte de standpunten die in de loop van de dag naar voor werden gebracht samen, met Mr. Jurjen de Korte die de afsluiting van de werkzaamheden aankondigde. De dag werd afgesloten met een receptie in het Hermitage

Museum, gevuld door een uitstekend diner aan de Amstelrivier.

- **De CEPANI Arbitration Academy**

De wereld van arbitrage wordt niet alleen door theoretische kennis gevoed, maar eveneens door de mogelijkheid om die kennis in de buitengewone praktijk in te zetten. CEPANI streeft ernaar de vaardigheden en de kwaliteiten van advocaten in arbitrage, van de arbiters en de experts in het algemeen te versterken. CEPANI is het belangrijkste centrum voor arbitrage in België en begrijpt de noodzaak van opleiding op hoog niveau. Aan de hand van op maat gemaakte cursussen versterkt door case studies, multimedia materialen en interactieve discussies, biedt de CEPANI Arbitration Academy u de kennis en praktische vaardigheden die nodig zijn om een carrière als advocaat in arbitrage en/of als arbiter waar te maken. Het curriculum van de CEPANI Arbitration Academy is samengesteld door gereputeerde advocaten, arbitragebeoefenaars en academici. De Academy tracht en we durven zelfs te stellen – slaagt erin – om de belangrijkste aspecten en problemen van nationale en internationale arbitrage te behandelen.

De Academy bestaat uit een algemene introductie omtrent arbitrage, gevolgd door een *expert level* en een *international level*.

Dit jaar vond het *internationaal level* plaats op 10 maart omtrent investeringsarbitrage, en op 12 april en 3 mei 2016 omtrent de aspecten van internationale arbitrage.



- **The CEPANI ADR Academy**

Le 7 octobre, le 9 novembre et le 9 décembre 2016 ont eu lieu les trois classes de la CEPANI ADR Academy.

En effet, suite au succès de l'*Arbitration Academy*, le CEPANI a lancé également l'*ADR Academy*.

Le but n'est pas d'offrir une formation en médiation ou toute autre formation ou accréditation. L'objectif de ses activités est

l'utilisation pratique de toute la gamme des techniques ADR pour la résolution des conflits commerciaux, en mettant l'accent sur les besoins du monde des affaires et le rôle que l'ADR peut jouer pour répondre à ces besoins

L'*Academy* est intéressante pour toutes les personnes impliquées dans la gestion des conflits commerciaux. Cela comprend non seulement les conseillers juridiques internes et les conseillers externes, y compris les membres de la profession juridique, mais aussi les cadres supérieurs, les professionnels de la gestion des risques, les consultants commerciaux ainsi que tous ceux qui pratiquent comme conciliateurs, ou médiateurs dans le monde des affaires.

Les classes abordent différentes techniques d'ADR et les problèmes que l'on est susceptible de rencontrer.

Les cours ont commencé par l'exposé d'un praticien d'ADR de renommée internationale et bien connu dans le domaine des conflits commerciaux. À la suite de cet exposé initial, l'expert en question, assisté d'un groupe de modérateurs, a mené une séance interactive consistant à utiliser des techniques d'ADR à un ensemble de cas spécifiques qui avaient été communiqués aux participants au préalable. Une grande possibilité d'échanges interactifs avec tous les participants et intervenants était souhaitée, et ils ont été invités à partager leurs

réflexions et leurs expériences sur les différents sujets et sur les ADR en général.

En 2016, les sessions ont porté sur "Conflict, communication and problem solving" avec Thierry Garby, suivie d'une session sur les "Specific issues in mediation" avec le Professeur AD KIL, et enfin, la dernière session sur "The « A » in ADR" avec Dr Ulrich Hagel ».



- **Op 24 oktober 2016 : CEPANI Arbitration Academy on tour! Tirana, Albanië**

De voorzitter van CEPANI Prof. Dirk De Meulemeester, Prof. Olivier Caprasse, Prof. Benoit Allemeersch en Prof. Jean-François Tossens bezochten, met de ondersteuning van het ICC, Tirana alwaar zij een cursus van de Arbitration Academy onderrichtten aan onze collega's uit Albanië. De ervaring was erg lonend voor zowel onze docenten als de deelnemers.



- **24 octobre 2016 : Dejeuner débat avec le Prof. Jacques Herbots : l'Arbitrage en Chine**

L'arbitrage tel que nous le connaissons en Europe n'a véritablement fait son apparition en Chine que dans les années 50. Comme toujours

lorsqu'il est question de statistiques, la Chine ne manque pas d'étonner. Plus de 200 institutions d'arbitrage sont actives sur le territoire. Et la principale, la CIETAC, a enregistré 1.435 nouvelles affaires en 2011, dont 470 à caractère international. Un chiffre supérieur à celui dont font état des institutions d'arbitrage aussi reconnues que la Cour internationale d'arbitrage de la Chambre de commerce internationale, la London Court of International Arbitration, ou encore l'American Arbitration Association. Même si la tendance semble bien être en faveur d'un rapprochement vers les principes admis par les législations occidentales modernes, l'arbitrage en Chine présente encore quelques différences marquées. La tradition confucianiste amène ainsi les arbitres à rendre plus fréquemment des sentences fondées sur l'équité et à endosser volontiers le rôle de médiateur pendant la procédure d'arbitrage. Si la distinction entre l'arbitrage interne et l'arbitrage international n'est pas neuve, le droit chinois se distingue en ce qu'il contient une classe intermédiaire : l'arbitrage ayant une dimension internationale (« foreignrelated arbitration »). La loi chinoise sur l'arbitrage contient une obligation de désigner une institution d'arbitrage. Dès lors, la validité d'une convention d'arbitrage prévoyant un arbitrage ad hoc ne devrait pas être reconnue sur le territoire. Par ailleurs, un tribunal arbitral ayant son siège en Chine n'est pas habilité à statuer

sur sa propre compétence. Cette question est du ressort de l'institution d'arbitrage ou des cours et tribunaux étatiques. Enfin, le tribunal arbitral ne dispose pas du pouvoir d'ordonner des mesures provisoires et conservatoires. Certains cas de refus d'exécution de sentences arbitrales internationales défavorables à des entreprises chinoises ont pu refroidir l'enthousiasme de certains pour l'arbitrage en Chine. Les choses vont toutefois en s'améliorant. La Chine est signataire de la Convention de New York pour la reconnaissance et l'exécution des sentences arbitrales étrangères. En outre, des conventions particulières ont été conclues avec Hong Kong et Macau afin que les sentences rendues dans ces régions administratives spéciales bénéficient d'un statut similaire à celui découlant de la Convention de New York. « Apprendre sans réfléchir est vain ; réfléchir sans apprendre est dangereux » disait Confucius.

- **December 13, 2016 : Arbitration meets the Competition Authorities**

On 13 December 2016 CEPANI, with the support of DG Competition, FEB and BSC, organized a colloquium regarding arbitration and competition law. The goal of the colloquium was to “foster a better understanding of competition law by the arbitration world and share with DG Competition and national

competition authorities insights as to the handling of competition law by the arbitration world”. The open and lively debates, introduced by Mr. Dirk De Meulemeester, did just that and more. Mr. Eddy De Smijter and Phillippe Lambrecht kicked-off the colloquium by presenting the current situation in the relationship between the arbitration world and competition law. The conclusion is clear: there is a fragile relationship at best. Both Mr. De Smijter and Mr. Lambrecht conducted a survey on the interplay between competition law and arbitration. Mr. Vincent Smith continued by providing participants more in-depth insight into ECJ case law regarding the judicial review of arbitral awards. Again, the conclusion is clearly that judicial review is a reality that arbitrators must take into account when handling competition law issues. The round of individual presentations was concluded by Mr. Didier Matray with the “hottest” topic in competition law today: recovery of private damages for competition law infringements. This issue was further discussed during the concluding panel debate among Mr. Eddy De Smijter, Mr. Jacques Steenbergen, Mr. Jean-Paul Vulliétty and Mr. Philippe Sarrailhé, chaired by Mr. Frank Wijckmans. The viewpoint that was generally shared by the panelists is that the arbitration world has a clear interest in embracing (the application of) competition law in arbitration cases. Certainly some obstacles

will have to be faced. At the same time, the importance of certain issues should not be overstated.

In order to make sure that this colloquium does not remain the first (and last) encounter between the arbitration world and the competition authorities, the panel concluded on the following next steps:

- **Advocacy.** Mr. De Smijter worded this as follows: “you need missionary men and women in the arbitration world” who will show authority in this field of arbitration to their fellow arbitrators.

- **Debate.** Both the arbitration world and competition law enforcers should sit around the table (presumably under Chatham House Rule) on a regular basis to discuss, for example, trends in competition law and arbitration or hypothetical cases that are of general interest. Concrete next steps to bring both worlds closer to each other should ideally be based on such debates.

- **Education.** The colloquium underscored that training of arbitrators in competition law (especially on economic matters, such as, the definition of the relevant market and market position) is an essential next step. Brussels hosts so many experts that it cannot be difficult to establish a credible program that will be

embraced by the arbitration and the competition law world alike.

- **Private damages.** With all the expertise that is available in Brussels, it should be possible to mount a credible arbitration alternative instead of litigation through ordinary courts. Given the novelty of the legislation, private damages, present a unique opportunity to have both worlds meet.

Wat betreft het jaar 2017, vonden reeds onder andere en op niet-exhaustieve wijze volgende evenementen plaats:

- **Op 12 januari 2017, een colloquium omtrent « De strategie in internationale arbitrage »**
- **Op 9 maart 2017, een colloquium van een halve dag omtrent “Third-Party Funding in Arbitration”**
- **Op 3-4 april 2017, de traditionele Brusselse Pre-Moot**

- **Op 21 april 2017, een lunch debat met Andra Carlevaris**



Alsook binnenkort:

- **Op 13 juni 2017 te Parijs: Interactieve kennisuitwisseling op het ICC International Court of Arbitration**



Belgian arbitration practitioners visit

- **Op 5 oktober 2017 in Rotterdam: Joint colloquium NAI-CEPANI, over "Tribunal Secretaries"**

CEPANI40

CALENDRIER D'ACTIVITES

Le CEPANI40, créé en 2004, sous les auspices du CEPANI, est spécialement pour les jeunes professionnels intéressés par l'arbitrage. Le CEPANI40 met à leur disposition un forum où ils peuvent nouer des contacts et échanger de manière informelle des points de vue, des idées et des expériences concernant l'arbitrage. Pour ce faire, le CEPANI40 organise des réunions périodiques dans le cadre desquelles les questions et problèmes pratiques sont abordés et examinés avec l'aide d'experts. Les membres du CEPANI40 peuvent ainsi débattre spontanément des différents aspects de la pratique de l'arbitrage. Ils peuvent également approfondir les questions particulières qui les intéressent.

Het jaar 2016 vormde de gelegenheid om de volgende evenementen te organiseren:

- **Op 20 februari 2016: Gezamenlijk colloquium CEPANI40 – CEA-40**

De volgende ochtend, in de continuïteit van het colloquium van de dag ervoor, ontving Stibbe als gastheer CEPANI40 en CEA40 in haar kantoren voor een ontbijt alvorens de

verschillende thema's van de dag te behandelen.

Onder leiding van Prof. Hanotiau, Mr Wojciech Sadowski, Alba Briones Martin en Gabriele Ruscilla, werd het onderwerp «Multi-party, Multi-contract arbitration: how to deal with it?» behandeld. Vervolgens, werden inzichten gedeeld over «Expert Witness and the Proof of Foreign (or highly specialized) law» door James Menz, Anna Crevon-Tarassova, Natalia Petrik, onder het voorzitterschap van Prof. Damien Gerardin.

De ochtend werd afgesloten door een toespraak van Mr Nicolas Résimont.

Le 19 mars 2016, Networking drink au Café Landtmann in Vienna

Le 19 mars 2016, à l'occasion de la 23ème compétition annuelle du Willem C. Vis International Commercial Arbitration Moot, le CEPANI40 et Lydian ont organisé un drink au sein du fameux café Landtmann en plein cœur du quartier historique de la ville de Vienne.

L'occasion pour tous les praticiens en arbitrage et les participants de se réunir et de décompresser avant de démarrer cette compétition dont la réputation n'est plus à faire.



- **Op 21 april 2016: Het Colloquium over: Kritische blik op geschillenbeslechting bij aanneming van werk / Regards critiques sur le règlement des différends dans le secteur de la construction**

Op 21 april 2016 organiseerde de Belgische Vereniging voor Bouwrecht (BVBR- ABDC) in samenwerking met CEPANI40 een studienamiddag gewijd aan de verschillende mogelijkheden van geschillenbeslechting bij aanneming van werk. Mr. Marco Schoups, Co-Voorzitter van de BVBR – ABDC stak van wal met een schets van de problematiek. In het bijzonder verwees hij naar het probleem van controle en kwaliteit bij de klassieke gerechtelijke expertise en naar de problematiek van verschillende overeenkomsten met onderscheiden arbitrageclausules bij een aannemingsgeschil. Mr. Schoups stelde ook het panel van de dag voor bestaande uit mevrouw Elke Van Overwaele die de Confederatie Bouw vertegenwoordigde, Mr. Wim Goossens en de

heer Geert Coene, Voorzitter van de Verzoeningscommissie Bouw. Zij intervenieerden na elke spreker met enkele interessante bedenkingen. Onder het moto onbekend maakt onbemind, startte Mr. Geert De Buyzer met een overzicht van de bestaande mogelijkheden inzake alternatieve geschillenbeslechting (ADR). Prof. Dr. Benoît Kohl gaf op zijn beurt een inzicht in de werking van de *Chambre de Conciliation, d'Arbitrage et de Médiation en matière Immobilière (CCAI)*, de VZW Kamer van Geregistreeerde Ingenieur-Deskundigen (KRID)(lijst met deskundigen), de VZW Verzoeningscommissie Bouw (voor technische geschillen in een business to consumer context) en CEPANI. Vervolgens kreeg Mevr. Sylvie Frankignoul, Kamervoorzitter van de Franstalige Rechtbank van Koophandel het woord. Zij wees erop dat een vonnis vaak het achterliggend, niet-juridisch geschil tussen partijen niet oplost en hield een warm pleidooi voor bemiddeling. Mevr. Vera Van Houtte, Vice-Voorzitter van het ICC identificeerde een aantal knelpunten bij arbitrages in bouwzaken. Zij raadt aan voorafgaandelijk afspraken te maken met betrekking tot de bewijsvoering bij bouwgeschillen en om bij een netwerk van overeenkomsten te denken aan arbitrageclausules die *interlocking* zijn. Mr. Klaas E. Mollema, Bestuursvoorzitter van de Nederlandse Raad van Arbitrage voor de Bouw lichtte de werking van deze Raad toe. Bijzonder

is de mogelijkheid tot hoger beroep waarin het arbitragereglement van deze Raad voorziet. Na een blik over de grenzen, keken we met Mr. Herman Verbist en Mr. Luc Imbrechts naar de toekomst voor wat de geschillenbeslechting inzake overheidsopdrachten betreft. Ze presenteerden een wetsvoorstel dat voorziet in een cascaderegeling: een geschil zou in eerste instantie kunnen worden voorgelegd aan een "leidend ambtenaar", vervolgens aan een "adjudicator" en tot slot aan een scheidsrechter/scheidsgerecht. Opmerkelijk is dat alleen bij een beslechting door een drieledig scheidsgerecht de uitspraak definitief en in laatste aanleg gewezen zou worden. In het geval van beslechting door één arbiter en bij een meerpartijenarbitrage, zou elke partij beroep kunnen aantekenen bij een drieledig scheidsgerecht. De volgende spreker was Prof. Dr. Ir. Didier De Buyst. Hij stond stil bij de "Dispute Boards". Het grote voordeel van dispute boards is dat ze dankzij werfbezoeken reeds vanaf het begin bij het project betrokken zijn wat leidt tot een beter begrip van de feiten. Dat voordeel heeft evenwel ook zijn nadelen, elke bezoek heeft immers zijn prijs en de board kan worden beschouwd als het "Oog van Moskou". De heer Bart Gheysens, jurist bij de Vlaamse Overheid Departement Mobiliteit en Openbare Werken stelde ons tot slot Gecover voor, de louter adviserende Geschillencommissie Overheidsopdrachten.

Hoewel deze commissie in 2002 reeds werd hervormd, toonde een enquête aan dat een bijkomende grondige hervorming nodig is. Voor de heer Gheysens kan de mosterd hiervoor gehaald worden bij de Nederlandse Raad van Aanbestedingsexperts. Ter afsluiting van de boeiende namiddag, formuleerde Mr. Dirk De Meulemeester enkele interessante slotbedenkingen met betrekking tot de brede waaier van mogelijkheden die aan bod waren gekomen.

- **Décembre 9, 2016 : CEPANI40 - ICCYAF: Joint-event on " Arbitrating intra-corporate disputes"**



On Friday 9 December 2016 CEPANI 40 and ICC YAF joined forces to organise a conference concerning intra-corporate disputes ('ICD'). The event truly put the 'i' in 'ICC', with speakers and participants from the Ukraine, Switzerland, France, Poland, the UK, etc. All were welcomed in the offices of Jones Day, which co-sponsored the event with Matray, Matray & Hallet. The

stage was set by Benoît Kohl. The afternoon consisted of two panels of three speakers each discussing a specific topic in intra-corporate arbitration.

Each panel was skillfully moderated by, respectively, Diamana Diawara and Gautier Matray and each topic was discussed (and each panelist subjected to rigorous questioning) by Emilio Villano and Luigi Cascone. After an enthusiastic introduction of the overarching topic by Manuel Arroyo, Vanessa Foncke kicked off by setting out the main challenge of intracorporate arbitration, i.e. the arbitrability of ICD. The second speaker, Joseph Lee, provided a lively analysis concerning the role of arbitration in attaining efficient management accountability in the investment fund business.

Maarten Draye tied in with Ms Foncke's topic again, with a deeper analysis of two of the reasons behind some jurisdictions' reluctance to allow ICD arbitration, i.e. the public interest and third party rights. After the coffee break, Olexander Droug discussed the possibility and desirability of interim measures in ICD, while Roberto Oliva discussed the effects of arbitral awards concerning ICD. Bartłomiej Jarco considered the discretion the courts have when reviewing such arbitral awards. The trend was, as keynote speaker Manuel Arroyo summarised, clearly in favour of arbitration. After that,

everyone was clearly in favour of cocktail receptions.

Et 2017 a déjà permis d'organiser,

- **le 30 janvier 2017, un déjeuner débat avec Dr. Rouven F. Bodenheimer on "Important advice for how to draft an unenforceable and lousy award - or the IBA Toolkit for Award Writing"**



- **le 8 avril 2017, dans le cadre du Vis-Moot à Vienne, le traditionnel Networking drink au Planter's Club**
- **Le 11 mai 2017, un colloque sur « Au secours, un Etat dans mon arbitrage ! Les particularités de l'arbitrage commercial impliquant des personnes de droit public »**



Tot slot, wat betreft CEPANI40, is 2017 tevens het jaar dat het einde betekent van het mandaat van Vanessa Foncke en Benoit Kohl als CEPANI40 co-voorzitters. Vanessa en Benoit hebben aanzienlijk bijgedragen aan het internationale aura, het dynamisme, de kwaliteit en de sympathie die CEPANI40 karakteriseert.

Na aan de hoge kwaliteit van CEPANI40 te hebben bijgedragen middels de organisatie van evenementen waarvan de inhoud steeds meer verrijkender wordt, wordt de fakkel doorgegeven aan Mr Sophie Goldman en Mr Sigrid Van Rompaey.

Sophie Goldman est spécialisée dans le contentieux civil et commercial complexe, tant national qu'international, en particulier dans les domaines suivants : partenariats commerciaux, contrats d'entreprise, distribution, contrats de consultance, responsabilité de dirigeants d'entreprises et acquisition de sociétés.



Elle intervient dans des dossiers relatifs à des secteurs divers, tels que celui de l'aéronautique, l'énergie, la distribution de produits industriels, les assurances, la

biotechnologie et la construction.

Sophie pratique activement l'arbitrage national et international. Elle intervient régulièrement

comme conseil, comme arbitre ou comme Secrétaire Administratif dans des procédures arbitrales ICC et CEPANI.

Sophie a été admise au Barreau de Bruxelles en 2008. Elle a co-fondé le cabinet Tossens Goldman au mois de septembre 2016.

Sophie a obtenu son diplôme de droit à l'Université libre de Bruxelles (ULB) en 2007 avec grande distinction. Elle a étudié à l'Université van Amsterdam dans le cadre du programme d'échange Erasmus en 2007. Elle est titulaire d'un LL.M. du King's College de Londres (2008).

Depuis 2009, elle est assistante à l'Université libre de Bruxelles (ULB) en droit des obligations et en droit des contrats. Elle a aussi été assistante en droit de patrimoine et de la personnalité morale. Elle est l'auteur de diverses publications en droit des obligations et en matière d'arbitrage.

Sophie est également co-rédacteur en chef de la newsletter du CEPANI, membre de l'ICC Commission on Arbitration and ADR ainsi que membre du CEPANI, du CEPANI40, de la CCI, et de l'ICC Young Arbitrators Forum et du Young ICCA.



Sigrid van Rompaey, partner bij Matray, Matray & Hallet, is gespecialiseerd in nationale en internationale handelsgeschillen (internationale

contracten, distributieovereenkomsten, deloyale praktijken) alsook vennootschapsrechtelijke praktijken (oprichten van vennootschappen, samenwerking tussen ondernemingen, aandeelhoudersovereenkomsten, aansprakelijkheid van bestuurders, overdracht van ondernemingen en bedrijfstakken, uitsluiting van vennoten, annuleringsbeslissingen genomen door organen van een vennootschap), procedures van gerechtelijke reorganisatie of van faillissement en nationale en internationale arbitrage.

Sigrid treedt regelmatig op als raadsman en arbiter in nationale en internationale arbitrage (CEPANI en ICC). Zij was gedurende meerdere jaren Juridisch adviseur bij CEPANI en werd benoemd tot Expert Adviseur van het CEPANI Secretariaat. Sinds 2014 is Sigrid co-hoofdredacteur van de CEPANI Newsletter.

In 2009 behaalde Sigrid met grote onderscheiding het diploma Master in de Rechten aan de Universiteit Antwerpen (UA), en een specialisatie Internationaal en Europees recht (UA). Zij volgde tevens de UNDIAC Summer School (2009).

Sigrid werd lid van de balie te Brussel in 2010 en lid van de balie te Antwerpen in 2014.

Le CEPANI remercie Vanessa et Benoit pour leur investissement sans relâche et pour leur présidence remarquable. Aujourd'hui, nous souhaitons tous nos vœux de réussite et de succès à Sigrid et Sophie.

WERKGROEPEN

PROMOTIE VAN ARBITRAGE

VOORZITTER:	Michel FLAMEE
Philippe LAMBRECHT	Audrey GOESSENS
LEDEN:	Damien HIZETTE
Patrick BAETEN	Françoise LEFEVRE
Sarah DE GEYTER	Gautier MATRAY
Quentin DECLEVE	Mathieu MAES
Ludo DEKLERCK	Emma VAN CAMPENHOUDT
Benoit FERON	Dirk VAN GERVEN

HERZIENING MINI-TRIAL, TECHNISCHE EXPERTISE, AANPASSING VAN CONTRACTEN

VOORZITTER:	Guy KEUTGEN
Herman VERBIST	Charles PRICE
LEDEN:	Piet TAELEMAN
Olivier CAPRASSE	Emma VAN CAMPENHOUDT
Filip DE LY	Patrick VAN LEYNSEELE
Johan ERAUW	Francis WALSCHOT

EFFECTIVE CASE MANAGEMENT

VOORZITTER:	Ralph DE WIT
Dirk DE MEULEMEESTER	Pascal HOLLANDER
LEDEN:	Guy KEUTGEN
Marc DAL	Philippe LAMBRECHT
Luc DEMEYERE	Emma VAN CAMPENHOUDT

Vera VAN HOUTTE

Herman VERBIST

« BRUSSELS ARBITRATION HUB - HEARING CENTER »

VOORZITTER:

Marc DAL

Dirk DE MEULEMEESTER

Audrey GOESSENS

LEDEN:

Mathieu MAES

Maxime BERLINGIN

Emma VAN CAMPENHOUDT

LANCEMENT DU SITE INTERNET

brussels
arbitration
hub.eu

Un guichet unique en ligne pour l'organisation d'audiences arbitrales à Bruxelles a été lancé conjointement par le CEPANI et ICC Belgium. A l'aide de ce nouvel outil, les praticiens belges et étrangers de l'arbitrage pourront se faire guider dans la mise en place logistique d'audiences arbitrales à Bruxelles (salle d'audience, transport, logement, restauration, sténographes, interprètes,...).

« L'attractivité du droit belge et l'excellence de notre communauté de magistrats, de juristes et d'académiques jouissent déjà d'une réputation internationale, » explique Emma Van Campenhoudt, en charge du CEPANI. **« Des services de haut vol tels que cette nouvelle initiative doivent aider à convaincre les**

entreprises de choisir Bruxelles comme place de règlement de leurs litiges, notamment grâce à l'arbitrage. »

Il s'agit de l'une des illustrations des efforts consentis depuis 2013 pour faire de Bruxelles, à mi-chemin entre Londres, Paris, La Haye et Francfort, une place centrale de l'arbitrage tant national qu'international, et qui ont mené à la modification en profondeur du droit belge de l'arbitrage et du règlement d'arbitrage du Centre belge d'arbitrage et de médiation (CEPANI).

Nous vous invitons à le visiter dès maintenant !!

CEPANI en ICC Belgium hebben een gezamenlijk uniek onlineloket ontwikkeld voor de organisatie van arbitragezittingen in Brussel. Aan de hand van dit nieuwe instrument kunnen de Belgische en buitenlandse arbitragebeoefenaars zich laten leiden bij de logistieke organisatie van arbitragezittingen in Brussel (zittingszaal, transport, logies, horeca, stenotypistes, tolken, ...).

"De aantrekkelijkheid van het Belgisch recht en de uitmuntendheid van onze gemeenschap van magistraten, van juristen en academici

genieten nu reeds een wereldwijde bekendheid," aldus Emma Van Campenhoudt, verantwoordelijke bij CEPANI. "Diensten op hoog niveau zoals dit nieuwe initiatief zullen de bedrijven helpen overtuigen om Brussel als plaats te kiezen waar zij hun geschillen beslecht willen zien, o.a. dankzij de arbitrage."

Het is een toonbeeld van de inspanningen die sinds 2013 werden geleverd om van Brussel,

halverwege tussen Londen, Parijs, Den Haag en Frankfurt, een centrale plaats voor arbitrage te maken, zowel op nationaal als op internationaal vlak, en die ertoe hebben geleid dat het Belgisch arbitragerecht en de arbitragereglementering van het Belgisch Centrum voor Arbitrage en Mediatie (CEPANI) grondige veranderingen hebben ondergaan.

Nous vous invitons à visiter notre site !!

Wij nodigen u uit onze website te bezoeken !!

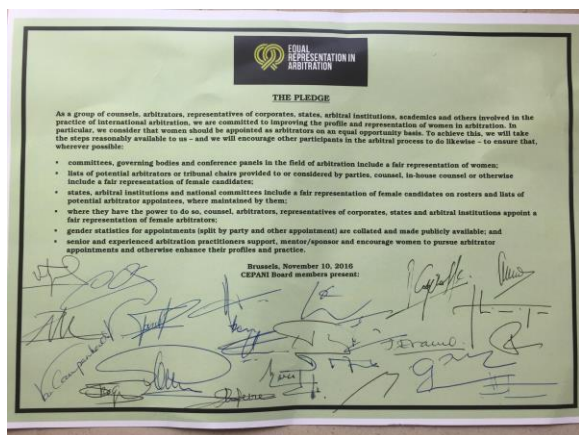
www.brusselsarbitrationhub.eu



The image shows a screenshot of the Brussels Arbitration Hub website. The background is a panoramic view of Brussels at dusk, with the Atomium structure and various city buildings visible. The website layout includes a navigation menu at the top right with links for 'About', 'Organizing your hearing in Brussels', and 'Contact'. The main heading is 'Arbitration Hearing in Brussels'. Below this, a text box states: 'Arbitration practitioners of the Belgian Centre for Arbitration and Mediation (CEPANI) and the International Chamber of Commerce in Belgium (ICC Belgium) have selected together the best service providers for efficient and cost-effective facilities, accommodation and services for your arbitration hearing in Brussels, the heart of Europe.' At the bottom of this text box, there are social media sharing options for Twitter, LinkedIn, and email. Below the text box, there are two buttons: 'Learn more?' and 'Let us help you'.

THE PLEDGE

Le 10 novembre 2016, les membres du conseil d'administration du CEPANI ont signé le PLEDGE en faveur d'une représentation égale des hommes et des femmes en matière d'arbitrage.



In 2016, 25 % of the arbitrators appointed by CEPANI were women; 90% hereof were nominated by the institution rather than the parties.

PUBLICATIONS

OUVRAGES SCIENTIFIQUES



De strategie in internationale arbitrage - La stratégie dans l'arbitrage international

H. Boularbah, P. Callens, D. De Meulemeester, E. Geisinger, B. Hanotiau, P. Jous, J. Kraus-Kolber, D. Matray, D. Philippe, K. Van Den Broeck, O. van der Haegen

Bijdragen aan het colloquium van CEPANI van 12 januari 2017

In dit boek wordt de strategie in internationale arbitrage behandeld in al haar aspecten, i.e. van bij het opstellen van een arbitrage clause, tot de uitvoering van een arbitrale uitspraak. Daarbij wordt de strategie van elk van de actoren onder de loep genomen, i.e. van de advocaat, de bedrijfsjurist, de expert en de arbiter.

Aan de hand van uiteenzettingen en schriftelijke bijdragen is dit colloquium de vrucht van de rijke ervaring van belangrijke actoren in arbitrage; ervaringen die zelden zijn terug te vinden in een boek of een mondelinge uiteenzetting. Meer nog, de discussies en panelgesprekken zullen leiden tot een boeiende uitwisseling van ervaringen en praktijken.

Het gaat dus om een unieke positieve inbreng
inzake internationale handelsarbitrage en



Opening the Black Box of Conflicts of Interest

The credibility of arbitration is, inter alia, determined by the absence of justified or perceived conflicts of interest that may affect the relationships between the arbitrators, the parties and the parties' representatives.

The nature of human relationships gives rise to a wide range of situations. Having the best interest of swift arbitration proceedings in mind, both CEPANI and the NAI have collected for arbitration users and practitioners authentic (and completely anonymous) issues that they have encountered as arbitral institutions and that required a solution to guarantee fair and proper proceedings. This study provides a unique insight into the world of conflicts of interest. The case studies of both bodies have as a backdrop Belgian and Dutch legislation. Experiences and practices beyond these two countries are also highlighted.

Lastly, highly experienced arbitration practitioners provide comment on additional case studies.

arbitrage in het algemeen.

Olivier Caprasse, Kristof Cox, Filip De Ly, Bart Groen, Bernard Hanotiau, Gerard Meijer, M. Melanie, Vera Van Houtte, Sophia von Dewall
Préface de: Dirk De Meulemeester, Willem van Baren

NEWSLETTER

CEPANI publiceert maandelijks een nieuwsbrief met korte informatieberichten omtrent arbitrage en meer bepaald CEPANI. Deze nieuwsbrief wordt elektronisch gepubliceerd en is beschikbaar op onze website.

B-ARBITRA

b-Arbitra, la revue belge pour l'arbitrage, est une initiative du CEPANI, le Centre belge d'arbitrage et de médiation. La revue semestrielle comprend des contributions en anglais et dans les trois langues officielles de la Belgique, qui sont le français, le néerlandais et l'allemand. Chaque article est accompagné d'un résumé en anglais. Les contributions qui y sont publiées sont soumises à une relecture scientifique, suivant la procédure du peer-review.

b-Arbitra entend soutenir la recherche scientifique sur des questions fondamentales en relation avec l'arbitrage et promouvoir une analyse critique et innovatrice de ces questions ainsi que des thèmes plus concrets qui sont importants pour le public de l'arbitrage. La revue veut également engager un débat sur de nouvelles questions dans le domaine de l'arbitrage et constituer un forum pour l'échange d'information en Europe, à la lumière de l'internationalisation de l'arbitrage et de l'accroissement des litiges transfrontaliers.

Le comité de rédaction est composé des personnes suivantes:

Annet van Hooff et Jean-François Tossens,
Rédacteurs en chef

Lisa Bingham, Olivier Caprasso, Luc Demeyere,
Werner Jahnel, Guy Keutgen, Jan
Kleinheisterkamp et Herman Verbist.

Le conseil scientifique quant à lui reprend
Georges-Albert Dal, Filip De Ly, Antonias
Dimolitsa, Johan Erauw, Michel Flamée, Bernard
Hanotiau, Pierre Karrer, Guy Keutgen, Stefan
Kröll, Thalia Kruger, Philippe Lambrecht,
Francoise Lefèvre, Didier Matray, Pierre Mayer,
Piet Taelman, Hans Van Houtte.

STATISTICAL OVERVIEW

This report provides a statistical overview of CEPANI arbitration in 2016 and the evolution in comparison with past years.

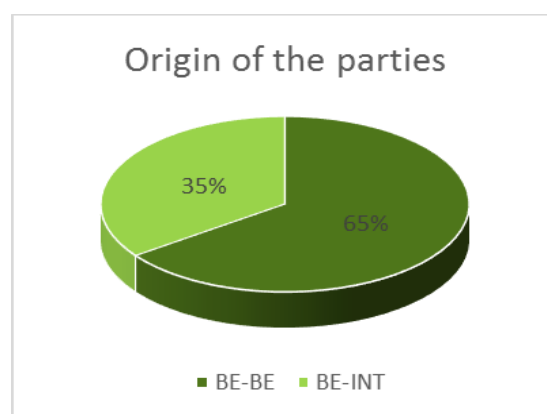
You will find information about proceedings administered by the CEPANI and its Secretariat such as the origins of the parties, the language, the constitution of arbitral tribunals, women in arbitration and more.

In 2016, the CEPANI and its Secretariat continued their efforts to ensure that each case is handled with the requested efficiency, rapidity, and efficacy, and in accordance with the specific needs of the parties.

As the economy is gradually picking up speed, new fields of technology are emerging, and the duration of state court proceedings is not reducing, Brussels more than ever has a role to play as a place of arbitration. Our statistics show that more and more parties turn to arbitration in search of speed, efficiency and quality in the resolution of their disputes.

PARTIES

GEOGRAPHICAL ORIGIN

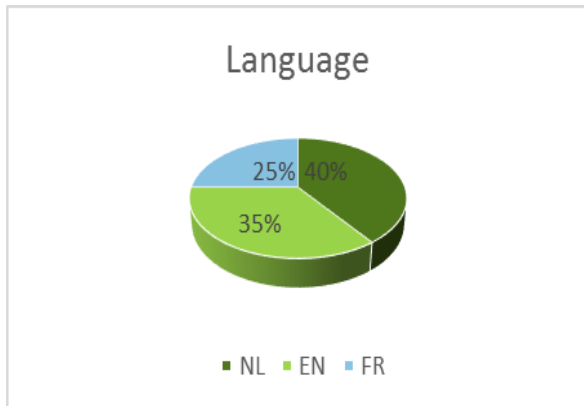


China	1
Democratic Republic of Congo	3
Denmark	1
France	6
Germany	3
Ireland	1
Israël	1
Jersey Island	2
Kuwait	1
Liechtenstein	1
Luxembourg	1
Monaco	1
Netherlands	5
Portugal	1
Saint Vincent et Iles Grenadines	1
Sweden	1
UK	1
USA	2

In 2016, 65% of the cases were purely national, 35% involved one or more International parties.

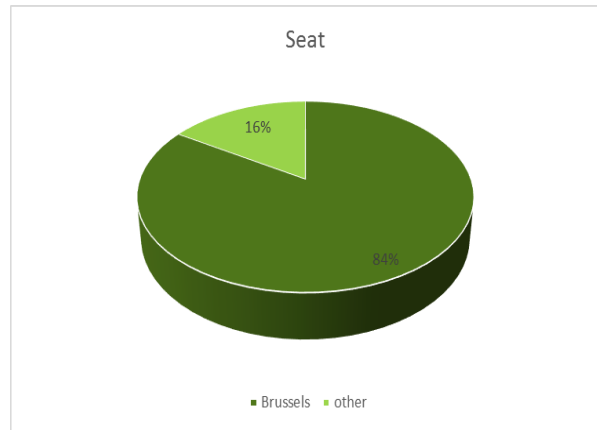
In 2015, 70% of the cases were introduced between Belgian parties, 20% between a Belgian and an International party and 10% between International parties.

LANGUAGE



In 2016, 40 % of the cases were introduced in Dutch, 35% in French and 25% in English. There has been a slight increase of French cases compared to 2015.

PLACE OF ARBITRATION

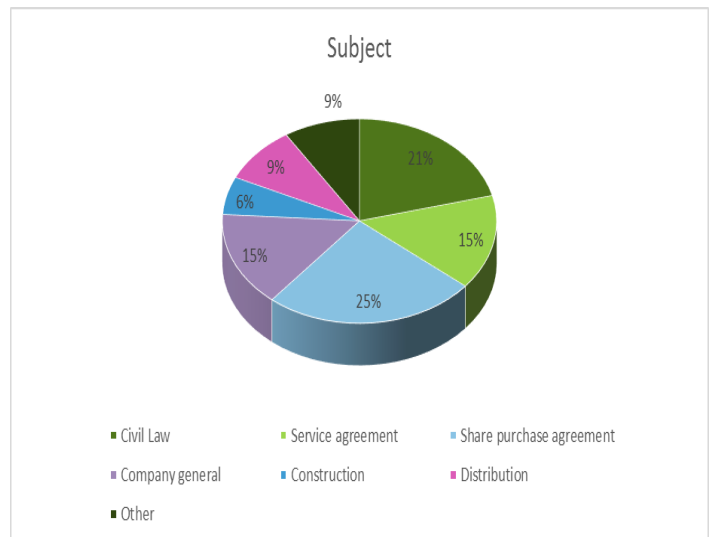


The dominance of Brussels as place of arbitration has been a steady trend for many years.

In 2016, 84% of the cases had Brussels as seat of arbitration and 16% of the cases had their seat in another city.

In comparison: in 2015, 80% of the cases had Brussels as seat of arbitration and 20% of the cases had their seat in another city.

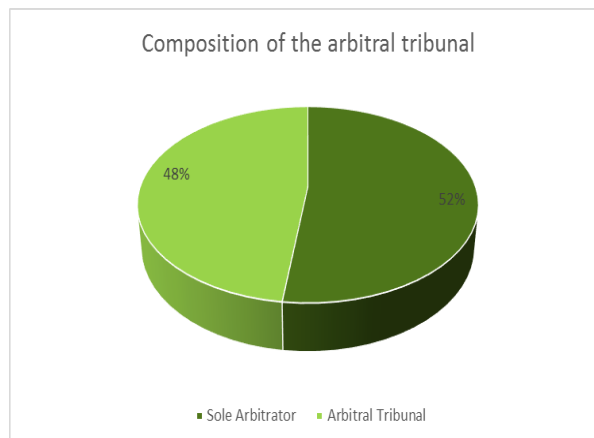
NATURE OF THE DISPUTE



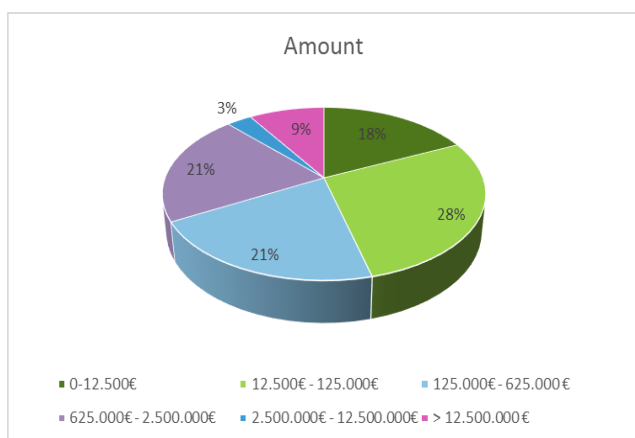
In 2016, 21% of the cases concerned Civil law in general.

- 15% related to a service agreement.
- 25% related to a share purchase agreement.
- 15% related to an intra-company dispute.
- 6 % related to the construction sector.
- 9 % related to a distributions agreement.

In comparison to 2015, the number of construction disputes reduced significantly.



AMOUNT IN DISPUTE



- 0 – 12.500 € 18%
- 12.500€ - 125.000 € 28%
- 125.000€ - 625.000€ 21%
- 625.000€ - 2.500.000€ 21%
- 2.500.000 – 12.500.000€ 3%
- > 12.500.000€ 9% (doubled in comparison to 2015).

The majority (52%) of Arbitral Tribunals were composed of a sole arbitrator.

This is a change compared to 2015, where a majority (55%) of arbitral tribunals were composed of three arbitrators.

	Proposed and appointed by the Appointment Committee	Proposed by the Parties / confirmed by the Appointment Committee
Chairman of the Arbitral Tribunal composed of three arbitrators	62,50 %	37,50 %
Arbitral Tribunal composed of a sole arbitrator	92,30 %	7,70 %

ARBITRAL TRIBUNAL

CONSTITUTION

WOMEN IN ARBITRATION

In 2016, 25 % of the arbitrators appointed by CEPANI were women; 90% hereof were nominated by the institution rather than the parties.

In 2014 and 2015, 10 % of appointed arbitrators were women, half of them nominated by CEPANI and half by the parties. In 2013, women accounted for about 20 % and all of the female

arbitrators were nominated by the institution rather than the parties.

From 2013 to 2015, women accounted on average for 13.3 per cent of arbitrator appointments. Of the women arbitrator appointments made, an average of 66.7 per cent were made by the institution.

CHALLENGES AND REPLACEMENTS OF ARBITRATORS

In 2016, no arbitrator was challenged or had to be replaced.

In 2015, no arbitrator was challenged and one had to be replaced.

In 2014, no arbitrator was challenged and one had to be replaced.

In 2013, one arbitrator was challenged and one had to be replaced.

AVERAGE DURATION OF CEPANI PROCEEDINGS IN 2016

In 2016, an arbitration procedure administrated under the CEPANI Rules lasted an average 15 months, calculated as follows:

- ❖ Introduction to the constitution of the arbitral tribunal = 2 months and 10 days.

The CEPANI Rules normally provide for a one-month deadline. This delay is generally due to delays in the payment of the provision for arbitration costs by the parties. Under CEPANI Rules, the Appointment Committee shall only appoint the arbitral tribunal when the provision for arbitration costs is paid in full.

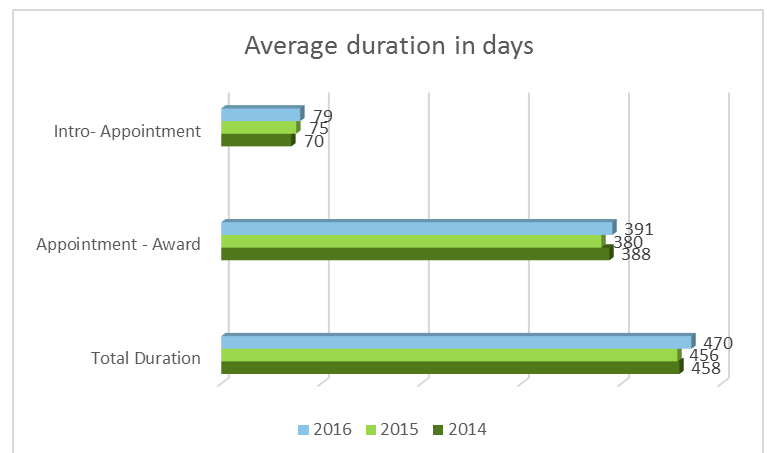
- ❖ Constitution of the arbitral tribunal to the Terms of Reference = 2 months.

- ❖ Terms of Reference to the award = 11 months.

The CEPANI Rules grant the Arbitral Tribunal a deadline of six months to render its award as from the signature of the Terms of Reference. The average time limit of 11 months is due to the fact that, with the parties' consent, arbitral tribunals often establish procedural timetables exceeding – and thus extending – the six month deadline provided for in the CEPANI Rules.

Constitution of the arbitral tribunal to the award = **12 months and 18 days**.

Total average duration of CEPANI arbitrations in 2016: **15 months**



BEHEER VAN CEPANI



Dirk De Meuleemester

Voorzitter

(06.2014 - ...)



Didier Matray

Vice- Président

(06.2014-...)



Dirk Van Gerven

Vice-Voorzitter

(06.2014-...)



Philippe Lambrecht

Secretaris-Generaal

(06.2011-...)



**Emma Van
Campenhoudt**

Secrétaire –
Générale Adjoint

(06.2014-...)



Audrey Goessens

Conseiller

(04.2017 - ...)



Camille Libert

Juridisch attaché

(03.2015 - ...)

LEDENAFDELING

In 2016 zijn wij vereerd om als leden te verwelkomen:

Theodor BAKKER

Jérémy BERNARD

Pierre D'ARGENT

Jean-François GERMAIN

Thierry GRANTURCO

Alain GUILMOT

Thierry LAGNEAUX

Maude LEBOIS

Geert MAELFAIT

Saskia MERMANS

Nicolas RESIMONT

Emmanuel ROGER-FRANCE

Kristof VANHOVE

Patrick VAN LEYNSEELE

Emilio VILLANO

Hoe lid worden?

Eenieder met belangstelling voor arbitrage of bemiddeling, ongeacht zijn/haar nationaliteit, kan lid worden van CEPANI.

De leden van CEPANI genieten de volgende voordelen:

Een verminderde inschrijvingsprijs voor alle activiteiten van CEPANI

Een verminderde prijs voor de boeken en tijdschriften die CEPANI publiceert

Vermelding in de ledenlijst op de CEPANI-website

Vermelding in het repertorium van de CEPANI-leden

Let wel: lidmaatschap van CEPANI biedt geen garantie of recht op een benoeming tot arbiter. Iedere aanvraag tot lidmaatschap dient via online formulier te worden bezorgd aan de voorzitter van CEPANI.

De aanvraag wordt op de eerstvolgende vergadering voorgelegd aan de Raad van Bestuur, die vervolgens beslist of de voorgelegde kandidaturen worden aanvaard.

Overeenkomstig de statuten moet een kandidatuur steeds worden ondersteund door twee bestaande leden van CEPANI.

Vervolgens vragen wij u een recente versie van uw Curriculum Vitae te sturen aan info@cepani.be.

Tot slot dient u de twee bestaande leden te vragen hun ondersteuning van uw kandidatuur bekend te maken in een schrijven gericht aan de voorzitter van CEPANI, op het adres Stuiversstraat 8, 1000 Brussel.

In 2017 bedraagt de prijs voor het lidmaatschap 250,00 EUR excl. BTW (302,50 EUR incl. BTW). **Het lidmaatschapsgeld omvat een jaarabonnement op het Belgisch tijdschrift voor arbitrage b-Arbitra.**

Wij danken u alvast voor uw interesse in CEPANI en kijken er naar uit u te mogen verwelkomen op onze activiteiten!

BERICHT



CEPANI en bMediation hebben een samenwerkingsovereenkomst gesloten.

Pierre Schaubroeck, Voorzitter bMediation: “CEPANI en bMediation zijn belangrijke actoren op het gebied van de buitengerechtelijke geschillenbeslechting. CEPANI legt zich in hoofdzaak toe op arbitrage, terwijl bMediation zich op bemiddeling concentreert. Een samenwerking tussen beide organisaties ligt dan ook voor de hand.”

Dirk De Meulemeester, Voorzitter CEPANI: “De samenwerking is het samenbrengen van expertise en is een belangrijke stap om de versplintering in het landschap van buitengerechtelijke geschillenbeslechting te remediëren.”

Door samen te werken willen beide organisaties actief bijdragen tot een doorbraak van duurzame effectieve methodes van geschillenbeslechting in burgerlijke en commerciële zaken.

Zowel bMediation als CEPANI onderschrijven daarmee het plan van de Minister van Justitie

om onder meer bemiddeling een volwaardige plaats te doen verwerven in het Belgische justitielandschap.

Hun samenwerking zal zich o.a. uiten in informatie en overleg aangaande wetgevende initiatieven en inzake lezingen, colloquia, studiedagen en opleidingen. Zo werd de jaarlijkse Business Mediation Summit voor het eerst gezamenlijk door bMediation, het Instituut voor bedrijfsjuristen en CEPANI georganiseerd op 26 januari 2017.

Beide organisaties behouden hun eigen structuren en hun bestaande samenwerkingsverbanden, maar zullen zich thans samen inzetten voor de realisatie van een waarachtige cultuur van duurzame geschillenbeslechting in België. Ze staan evenzeer open voor samenwerking met andere organisaties die deze doelstelling van algemeen belang nastreven.

PARTNERSHIPS

Le CEPANI faisant office de voie d'accès à la communauté belge de l'arbitrage, de nombreuses entreprises ont manifesté leur intérêt.

Le CEPANI a décidé d'accéder à ces demandes, tout en appliquant des normes strictes.

En tant que centre d'arbitrage, le CEPANI estime que l'indépendance, l'impartialité et l'intégrité constituent des exigences primordiales et cruciales pour assurer son bon fonctionnement et inspirer la confiance auprès de ses utilisateurs.

Par conséquent, les partenaires du CEPANI doivent être des entreprises qui appliquent elles-mêmes des normes strictes, jouissent d'une réputation sans faille et figurent au premier plan dans leur domaine.

Partners van CEPANI mogen op geen enkele manier betrokken partij zijn bij arbitrageprocedures die CEPANI leidt.

Aangeslotenen of personeelsleden van CEPANI-partners mogen geen functies uitoefenen in de bestuursorganen van CEPANI en mogen evenmin worden aangesteld of bekrachtigd als arbiter, mediator, scheidsrechter of expert.

Partnerships worden aangegaan met het oog op een langdurige relatie en kunnen alleen op een niet-opzichtige en esthetisch verantwoorde manier in beeld komen op de CEPANI-website,

in de CEPANI-newsletter en tijdens conferenties waarvan CEPANI of CEPANI40 de hoofdorganisator is.

* * *



Le 20 décembre 2016, le CEPANI a conclu un Partnership avec HL TRAD pour une durée initiale de cinq ans.

HL TRAD est une société française fondée en 2006 par deux spécialistes des services linguistiques B to B désireux de créer une société de traduction innovante, axée exclusivement sur les secteurs juridiques et financiers. Depuis 2006, HL TRAD a nettement marqué sa différence et sa volonté d'intégrer le quotidien des acteurs de ces secteurs. Ce positionnement de spécialiste, peu commun pour des prestations linguistiques, a fait de HL TRAD un partenaire privilégié des acteurs du

Droit et de la Finance. Ce concept original et atypique lui vaut aujourd'hui une expansion remarquable. HL TRAD ne cesse de croître et s'étend désormais dans toute l'Europe. HL TRAD est considérée comme la référence dans le domaine de la traduction et de l'interprétation juridique et financière.

HL TRAD, c'est aujourd'hui :

7 bureaux : Paris, Bruxelles, Londres, Genève, Amsterdam, Francfort & Milan

Une équipe de 50 personnes à temps plein disponibles pour répondre à vos demandes 7 jours/7

Plus de 3,000 traducteurs spécialisés dans les
domaines juridique et financier

Plus de 750 clients

Plus de 100 langues traitées



Op 15 november 2016 is CEPANI een
partnership aangegaan met Wolters Kluwer
Belgium voor een aanvangsperiode van vijf jaar.

Wolters Kluwer Belgium biedt informatie,
software en diensten aan juridische, tax,

accounting, finance en HSE professionals en
bedrijven. We helpen onze klanten efficiënter
en effectiever te werken en vol vertrouwen
beslissingen te nemen.

FOLLOW US ON TWITTER & LINKEDIN!!



CEPANI npo



@CEPANI_npo

TABLE DES MATIERES

LE MOT DU PRESIDENT	3
QUI SOMMES NOUS?	5
HET ONDERZOEK NAAR EN DE PROMOTIE VAN ARBITRAGE – WETENSCHAPPELIJKE ACTIVITEITEN VAN CEPANI	10
CEPANI	10
Activiteitenkalender.....	10
CEPANI40	26
Calendrier d’activités	26
WERK GROEPEN	32
Promotie van arbitrage	32
Herziening mini-trial, technische expertise, aanpassing van contracten	32
Effective case management	32
« Brussels Arbitration Hub - Hearing Center ».....	33
THE PLEDGE.....	35
PUBLICATIONS.....	35
Ouvrages scientifiques	35
Newsletter.....	36
b-Arbitra.....	36
STATISTICAL OVERVIEW	37
BEHEER VAN CEPANI.....	41
LEDENAFDELING.....	42
BERICHT.....	43
PARTNERSHIPS	44
NOTES.....	47



Stuiverstraat 8 Rue des Sols
Brussel 1000 Bruxelles
tel +32-2-515.08.35 – fax +32-2-515.08.75
info@cepani.be www.cepani.be